

Le 27 Mai

By L'anacr, Association Nationale Des Anciens
Combattants Et Ami(e)s De La Résistance,
www.anacr.com

mai 13, 2019

Il y a 75 ans, le **27 mai 1943**, dans Paris occupé depuis près de trois ans, quadrillé par l'armée nazie avec le concours des forces de répression du régime collaborateur avec l'occupant que présidait **Pétain**, et sur les murs duquel, comme sur ceux d'autres villes de France, étaient apposées, avec une sinistre régularité, des affiches bilingues annonçant l'exécution de patriotes, que désormais la population appelait «les Résistants», les représentants de huit mouvements de Résistance, de six partis politiques résistants et des deux centrales syndicales clandestines se réunissaient, 48 rue du Four, autour de **Jean Moulin**, initiateur de la rencontre.

Même si ses participants n'en avaient pas alors pleinement conscience, ils vivaient un moment historique : à l'issue de cette réunion allait naître sous la présidence de Jean Moulin le **Conseil National de la Résistance (CNR)**, *événement de portée considérable* puisqu'il coordonnait dans le combat commun toutes les forces de la Résistance jusque-là dispersées, qu'il allait ouvrir la voie à l'unification au sein des Forces Françaises de l'intérieur (FFI) des différentes structures militaires de la Résistance, permettre la mise en place des Comités locaux et départementaux de la Libération, et conduire à l'élaboration du Programme du Conseil National de la Résistance.

Événement de portée considérable puisque, lors de sa réunion constitutive, le CNR, en se plaçant sous l'autorité du Comité National Français présidé par

le **Général de Gaulle**, allait permettre au chef de la France Libre de s'affirmer comme le représentant de l'ensemble de la France Combattante, en lutte tant sur le sol national occupé, où combattaient les Résistants, que sur tous les théâtres d'opération d'Europe, d'Afrique, d'Asie et du Pacifique où s'illustraient aux côtés des Alliés les Français libres.

Patriotisme, humanisme, idéaux démocratiques et aspiration à un monde juste et en paix furent les valeurs qui motivèrent l'engagement au péril - et souvent au sacrifice - de leur vie des Résistantes et des Résistants dans le combat contre l'occupant nazi et le régime pétainiste complice de ses crimes, combat convergeant avec celui des Français Libres et prenant sa place dans la lutte des peuples et des forces alliées contre la barbarie génocidaire et liberticide.

Patriotisme, humanisme, idéaux démocratiques et aspiration à un monde juste et en paix furent aussi les valeurs inspiratrices du Programme du Conseil National de la Résistance, publié dans la clandestinité le 15 mars 1944 et qui dessina les contours d'une France renouée après sa libération, d'une France démocratique sur les plans politique, économique et social, d'une France solidaire.

Programme, dont la mise en place à la Libération par le Gouvernement présidé par le général de Gaulle de nombre des mesures qu'il préconisait, permit de redresser économiquement la France, d'affirmer son indépendance nationale, d'approfondir sa vie démocratique en même temps que des avancées qui forment encore aujourd'hui le socle de notre protection sociale (retraites, sécurité sociale...), malgré leurs remises en cause qui s'accroissent, alors même que la crise que nous connaissons en valide plus que jamais celles visant à mettre sous le contrôle de la Nation le secteur financier, les principales sources d'énergie, les grandes infrastructures collectives .

Aujourd'hui, soixante-treize ans après la victoire le 8 mai 1945 des peuples et des armées alliées sur la barbarie du nazisme et des fascismes, le monde contemporain connaît toujours la guerre, l'oppression, le racisme, les discriminations et épurations ethniques, les persécutions religieuses, le terrorisme barbare qui frappe aveuglément les populations, le sous-développement social et culturel de populations entières qui les jette sur les route de l'émigration. Les héritiers des idéologies criminelles vaincues en 1945 relèvent la tête, parquent dans les rues, font l'apologie publique de ceux qui se firent les acteurs ou complices des crimes fascistes et nazis, et - pire - retrouvent une audience à la faveur des crises que connaissent nos sociétés et le monde.

Ce qu'ont confirmé des scrutins intervenus dans les vingt dernières années en Europe orientale et centrale, en Europe du Nord ; et même plus récemment en Europe de l'Ouest, comme aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, en Italie, ainsi qu'en France, où l'extrême-droite a figuré au second tour de l'élection présidentielle de 2017 n'est pas totalement exclue. Aux Pays-Bas, l'extrême-droite est incluse dans la majorité parlementaire, elle participe au gouvernement en Autriche, en Norvège, elle menace en Italie.

Dans notre pays, la xénophobie et les discours faisant des immigrés les responsables de maux que connaît notre société tels le chômage ou l'insécurité ne sont plus que la seule marque de l'extrême-droite mais ont contaminé hélas nombre de discours politiques.

Dans ce contexte, les valeurs humanistes, démocratiques et patriotiques pour lesquelles luttèrent les Résistants et que symbolisent les figures emblématiques de Jean Moulin et du Général de Gaulle, cette aspiration à un monde et une France meilleurs, plus justes et solidaires dont ils furent porteurs - et qu'a exprimé le Programme du Conseil National de la Résistance - restent plus que jamais d'actualité.

C'est pour assurer la nécessaire transmission aux jeunes générations de ces

valeurs et de cette aspiration, pour répondre à leur besoin de connaissance, de repères et de mémoire que l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance, qui fut il y a plus de 25 ans à l'origine de cette proposition, demanda - appuyée par de nombreux élus et rejointe au fil des ans par nombre d'autres Associations d'anciens Résistants, d'anciens Déportés et du Monde Combattant, par l'Union Française des Associations de Combattants, l'UFAC - l'instauration d'une **Journée Nationale de la Résistance le 27 mai**. Ce qui le fut par la loi du 19 juillet 2013.

Journée d'hommage à la place de la Résistance dans l'histoire contemporaine de notre pays, aux Résistantes et Résistants qui ont lutté et trop souvent sont tombés pour sa liberté dans la France occupée, sur tous les Fronts d'Europe, d'Afrique, du Pacifique et d'Asie et jusque dans les camps de la mort, moment privilégié du passage de cette mémoire aux jeunes générations, en particulier dans le milieu scolaire.

BVonline